

4.

Quelle stratégie pour le mouvement féministe ?

Le féminisme est trop souvent présenté comme un bloc unifié, et il semble l'être d'autant plus que, ces dernières années, une certaine hégémonie s'est imposée sur le mouvement féministe avec le développement de la troisième vague en France (on pourrait presque parler d'un « sens commun » intersectionnel dans certains milieux militants). Pourtant, nous avons vu que l'histoire du féminisme était complexe et présentait plusieurs positionnements. *A fortiori* aujourd'hui, différentes stratégies féministes définissent différents féminismes. Ces différences de stratégie sont fondamentales, mais elles ne sont presque jamais assumées comme telles. C'est là-dessus que voudrait revenir ce dernier chapitre. Quelles sont les différentes stratégies en présence aujourd'hui pour le mouvement féministe ? Et quelle stratégie adopter ? Deux préalables s'imposent : redéfinir ce qu'est une stratégie et souligner en quoi cette question, à rebours de la façon

dont les féministes l'envisagent aujourd'hui, est décisive pour nous.

Les termes de stratégie et de tactique, issus du vocabulaire militaire, sont souvent utilisés comme synonymes dans le langage courant. Ils ont été définis par le stratège allemand Carl von Clausewitz dans *De la guerre* (1835), puis repris par les marxistes de la Troisième Internationale. En termes militaires, la tactique concerne une bataille et la stratégie la guerre dans son ensemble. En termes politiques, la stratégie, c'est un projet politique conscient global. Dans la tradition marxiste, c'est un projet pour la révolution, qui repose sur une hypothèse stratégique, c'est-à-dire sur l'intime conviction que telle méthode mènera à la révolution. *A contrario*, la tactique est plus ponctuelle : face à une situation donnée, à une actualité donnée, c'est le système de mesures et de moyens pris en ayant en tête la stratégie globale dont on s'est doté.e. Les tactiques sont le quotidien de la politique, alors que la stratégie est la vue d'ensemble de la politique. La stratégie ne peut pas être réduite à une seule tactique, elle est l'ensemble des tactiques orientées vers un même but (la prise du pouvoir révolutionnaire dans le cas des marxistes). L'extrême-gauche a été structurée et divisée par un ensemble de questions stratégiques et tactiques : s'il faut une révolution, qui la fera ? Quand faut-il la faire ? Dans quelles sociétés ? Par quels moyens ? Et jusqu'à aujourd'hui, les désaccords stratégiques et tactiques divisent et structurent l'extrême-gauche. On peut définir quatre grandes stratégies dans le mouvement ouvrier du xx^e siècle : la guérilla,

la grève générale insurrectionnelle, le réformisme et l'autonomisme¹.

Paradoxalement, le féminisme n'a pas assumé frontalement cette question de la stratégie. Pendant la deuxième vague, on l'a vu, il se divise sur la méthode d'analyse du patriarcat (matérialiste ou différentialiste) ou sur le lien entre patriarcat et capitalisme (matérialiste ou marxiste). Bien sûr, cela recoupe des clivages stratégiques, mais cela n'est presque jamais assumé comme tel. Peut-être les désaccords stratégiques précèdent-ils même les grandes séparations théoriques, les théories étant élaborées *a posteriori* pour justifier des positionnements stratégiques. Cela n'est pas un problème en soi : ce qui me semble l'être, c'est de ne pas le reconnaître. Ce n'est que par rapport au mouvement pour l'avortement en tant que tel qu'on voit se développer différentes tactiques, par exemple avec le MLF et le MLAC, mais même alors, ces différences sont insuffisamment théorisées. De la même façon, pendant la troisième vague, le féminisme se divise sur la question de son intégration aux institutions et sur son rapport à l'État. Mais là non plus, cette question n'est jamais abordée frontalement comme une question stratégique : les féministes institutionnelles disent se battre pour les droits et l'émancipation des femmes, les féministes intersectionnelles

1. Daniel Bensaïd définit les deux premières, « la guerre révolutionnaire prolongée » et « la grève générale insurrectionnelle », dans *Stratégie et parti*, introduit et commenté par Ugo Palheta et Julien Salingue, Paris, Les Prairies ordinaires, 2016. Claudia Cinatti de la Fraction trotskyte-4^e Internationale y ajoute à juste titre à mon avis la « stratégie graduelliste » et l'« autonomisme » dans son article « Quel parti pour quelle stratégie ? », *Estrategía Internacional*, n° 24, 2007-2008.

pour le choix des concerné-e-s. Enfin, personne ne fait le bilan d'un certain échec de la postérité de la deuxième vague, qui, par défaut de stratégie, n'a pas su empêcher une partie de ce qu'elle défendait d'être intégré aux institutions et de servir de caution aux politiques racistes et impérialistes de l'État. Comment expliquer cet « oubli » de la stratégie? Une hypothèse serait que la rupture (certes relative, nous l'avons vu) entre mouvement ouvrier et mouvement féministe a eu pour conséquence secondaire et imprévue d'effacer la question stratégique des débats féministes. La rupture avec une certaine histoire des luttes ouvrières se serait accompagnée d'une rupture avec ses questionnements stratégiques.

Mais cela n'empêche nullement que les désaccords stratégiques demeurent. Et c'est au contraire cet aveuglement qui nous interdit aujourd'hui de progresser dans notre compréhension de la situation. Pour pallier ce manque, je reviendrai sur les deux stratégies fondamentales en présence dans le féminisme contemporain, la stratégie réformiste et la stratégie « intersectionnelle », en utilisant le terme qui tend à s'imposer. Puis je montrerai comment ces deux stratégies, bien qu'elles soient loin d'être équivalentes, demeurent l'une et l'autre insuffisantes. Cela me permettra de dessiner les contours d'une troisième stratégie, révolutionnaire et marxiste.

La stratégie réformiste

Cette stratégie n'est pas propre au mouvement féministe, mais une des quatre stratégies principales du mouvement ouvrier au xx^e siècle. La stratégie réformiste s'est

bien plutôt développée au sein du mouvement féministe comme elle s'est développée dans le mouvement ouvrier. Elle comporte trois types d'actrices différentes.

Tout d'abord, les féministes institutionnelles, qui peuvent être ainsi qualifiées au sens où elles forment une *institution*. Elles sont incarnées dans une structure professionnalisée et elles ont une reconnaissance institutionnelle dans la mesure où elles sont en dialogue avec l'État. Néanmoins, elles ne font pas partie de l'État et entretiennent une existence organisationnelle autonome. Le plus souvent, mais pas toujours, elles existent sous perfusion des mairies, des régions ou d'autres institutions de l'État.

Deuxièmement, les féministes d'État, qui développent une politique d'amélioration du statut des femmes au sein même de l'État, de ses administrations, de ses institutions, de son gouvernement. Elles sont intégrées à l'État, et c'est pourquoi leurs intérêts sont intimement liés à celui-ci.

Enfin, les fémonationalistes², qui justifient la politique raciste, islamophobe et/ou impérialiste de l'État français au nom du féminisme. Cette dernière catégorie ne se situe pas tout à fait sur le même plan que les deux autres, dans la mesure où elle désigne un positionnement idéologique.

Dans les discours du féminisme radical, on tend à assimiler systématiquement ces trois types d'actrices/teurs, ce qui ne permet pas de voir clairement ce qui est en jeu dans la réalité et contribue à représenter le féminisme

2. Néologisme forgé par Sara R. Farris, nous reviendrons là-dessus plus bas.

comme un tout unifié, chose factuellement fausse, même au sein du courant réformiste. Poussée à l'extrême, cette tendance peut déboucher sur une réduction de l'ensemble du féminisme au fémonationalisme.

Toutefois, il est certain qu'il y a eu et qu'il y a toujours des interactions fortes entre féminisme institutionnel et féminisme d'État. Le féminisme institutionnel a en quelque sorte émergé sous la pression du féminisme d'État, puis il est devenu son meilleur appui. Et rien n'empêche ces différentes actrices de circuler entre les différents cercles du féminisme réformiste, au gré de l'alternance de la gauche et de la droite dans des postes de pouvoir. De la même façon, une partie du féminisme institutionnel a pu être instrumentalisée par le fémonationalisme. Mais ces collusions ne font pas de l'ensemble des actrices/teurs concerné-e-s un tout unifié, loin s'en faut. En France, l'émergence du féminisme d'État est souvent considérée comme datant de 1981, avec l'arrivée de Mitterrand au pouvoir et la nomination d'Yvette Roudy comme ministre déléguée chargée des Droits de la femme. Mais, comme l'a montré Anne Revillard³, le féminisme d'État commence à se former dès 1965, sous des gouvernements de droite, avec la création des Comités du travail féminin, des Centres d'information féminins, puis avec la nomination de Françoise Giroud comme secrétaire d'État à la Condition féminine en 1974. Ce qui change avec l'arrivée du PS au pouvoir et la nomination d'Yvette

3. Cf. Anne Revillard, *La Cause des femmes dans l'État : une comparaison France-Québec (1965-2007)*, thèse de doctorat, École Normale Supérieure de Cachan, 2007. Je m'appuie dans le paragraphe suivant sur cette thèse.

Roudy, c'est que le mouvement des femmes (au sens large) va en être spécifiquement la cible, en amont comme en aval. D'une part, toute une partie du mouvement féministe historique va entrer dans l'administration d'État, comme Simone Iff, ancienne présidente du Planning familial et cofondatrice du MLAC, ou Christiane Gilles, responsable de la CGT Femmes. C'est également le cas de nombreuses militantes du Planning familial. De l'autre, le ministère Roudy a pour la première fois des crédits d'intervention, qui vont lui permettre de financer des associations féministes. Cela va changer en profondeur le rapport du mouvement féministe à l'État : *à contrario* des années 1970, où l'État était présenté comme un des principaux vecteurs de l'oppression patriarcale, il est à présent un interlocuteur, voire le principal interlocuteur. Cela tient en partie aux illusions sur le gouvernement Mitterrand, perçu comme un gouvernement de gauche, fondamentalement différent des autres. Du reste, un certain nombre de militantes féministes ayant participé au ministère Roudy ne poursuivront pas leur expérience ministérielle quand prendra fin ce gouvernement. Mais cela débouchera sur la constitution d'un véritable féminisme institutionnel, en dialogue avec l'État et reconnu par lui. Et inversement : en 1997, c'est le CNDF (fraîchement créé) qui fait pression sur le gouvernement pour le maintien d'une instance étatique spécifiquement dédiée aux femmes. « La bataille pour la parité⁴ » des années 1990-2000 est également représentative de ce tournant.

4. Laure Bereni, *La Bataille de la parité. Mobilisations pour la féminisation du pouvoir*, Paris, Economica, 2015.

Le féminisme peut à présent se développer au niveau même de l'État, avec l'appui du féminisme institutionnel.

Plus largement, beaucoup d'associations se créent grâce aux financements étatiques et avec leur soutien, ou en tout cas en dialogue avec l'État, notamment pour assurer des services que l'État leur délègue. C'est le cas en particulier des associations liées aux questions de violence : par exemple, l'ouverture en 1981 de la Maison des Femmes à Paris, lieu d'accueil en non-mixité des femmes victimes de violences, ou en 1985, la création du Collectif féministe contre le viol. Ces associations dans le secteur du travail social s'inscrivent explicitement dans la lignée des luttes féministes des années 1970 et transposent une partie des savoirs et des pratiques acquis dans la gestion des violences pendant la deuxième vague⁵.

Cette institutionnalisation du mouvement féministe dans une stratégie de plus en plus en dialogue avec l'État et ayant pour visée de lui faire mener une action féministe pose un certain nombre de problèmes. Le premier problème concerne l'illusion quant à la possibilité de réformer la société par l'action de l'État. Or, nous avons vu combien la domination des femmes et des minorités de genre est au centre même du système économique capitaliste, qui nécessite, pour sa propre reproduction, une reproduction à bas coût de la force de travail, qui seule crée les profits. Dès lors, bien que des évolutions de la société dans laquelle nous vivons puissent se faire

5. Cf. Pauline Delage, « Des héritages sans testament. L'appropriation différentielle des idées féministes dans la lutte contre la violence conjugale en France et aux États-Unis », *Politix*, n° 109, 2015, p. 91-109.

à la marge, la fin de la domination des femmes n'est pas possible sans la fin du système capitaliste. Nous pouvons conquérir de nouveaux droits, nous pouvons obtenir des évolutions dans les comportements, mais notre exploitation ne prendra fin qu'avec l'instauration d'une autre société, qui n'aura pas pour but le profit. Le deuxième problème concerne l'analyse de l'État. Ce qu'au fond cette stratégie présuppose, c'est une certaine neutralité de l'État, placé au-dessus des dominations et que l'on pourrait mobiliser à notre profit pour lutter contre l'oppression des femmes dans la société. C'est se tromper sur la nature même de l'État : loin d'être un organe neutre au-dessus des rapports de domination, il est l'instrument central de la domination. Car qui d'autre que l'État et ses organes légitiment par la loi ou par la violence que les salaires des femmes soient inférieurs à ceux des hommes, que la police refuse de prendre les plaintes de viol là où la justice exonère les violeurs, que les questions de genre et d'égalité soient retirées des programmes scolaires, ou que les centres d'IVG et les maternités ferment, pour ne citer que quelques exemples ? L'histoire des luttes féministes est celle d'une lutte avec l'État pour obtenir, contre lui et ses représentants, de nouveaux droits. Dire cela, ce n'est évidemment pas dire qu'il faut abandonner les revendications destinées à améliorer ici et maintenant nos existences. Mais c'est dire que ces revendications immédiates ne seront obtenues que par la lutte et la mise en place d'un rapport de force et que, par ailleurs, elles sont à conquérir dans le but de renforcer nos positions dans la préparation de la révolution. Quand l'État fait

des concessions sans luttes, c'est qu'il y trouve un intérêt supérieur.

Nous pouvons revenir sur la question du « fémonationalisme ». Ce néologisme de Sara R. Farris, forgé sur le modèle de celui d'« homonationalisme » de Jasbir Puar⁶, « renvoie à la fois à l'exploitation des thèmes féministes par les nationalistes et les néolibéraux dans les campagnes anti-islam [...] et à la participation de certaines féministes à la stigmatisation des hommes musulmans sous la bannière de l'égalité des sexes. Le fémonationalisme décrit ainsi, d'une part, les tentatives des partis de droite et des néolibéraux de faire avancer la politique xénophobe et raciste par la promotion de l'égalité des sexes, et d'autre part, l'implication de diverses féministes dans les représentations de l'Islam comme une religion et une culture misogynes par excellence⁷. » Il s'agit de la convergence de trois acteurs, les politiques néolibérales, les nationalistes et une partie des féministes, dans la création d'une figure repoussoir de l'islam, du monde musulman et, plus globalement, de l'ensemble des hommes racisés comme étant par nature sexistes, homophobes, etc. En sens inverse, cela permet de justifier une politique islamophobe et impérialiste au nom du droit des femmes (ou du droit des LGBTI+). Le fémonationalisme s'est particulièrement affirmé en France dans le cas de l'« affaire du foulard » de 2004. On a alors vu une partie

6. Jasbir Puar, *Homonationalisme. Politiques queers après le 11 septembre*, Paris, Amsterdam, 2012.

7. Sara R. Farris, « Au nom des droits des femmes ? Fémonationalisme et néolibéralisme », *Contretemps*, 2017. En ligne : www.contretemps.eu/femonationalisme-islamophobie-neoliberalisme/

du gouvernement justifier cette loi au nom d'une rhétorique féministe. Mais on a aussi vu une partie du féminisme la soutenir activement, comme Élisabeth Badinter ou l'association Ni putes ni soumises⁸, organisation satellite du Parti socialiste.

Sara Farris montre bien la base économique qui soutend ce fémonationalisme : il permet de renforcer les stéréotypes de genre sur les femmes racisées, immigrées et migrantes, de les pousser à une intégration économique et, *in fine*, d'en faire « une armée régulière de travailleuses » du travail reproductif (travail domestique, services à la personne, soin)⁹, dont l'économie mondialisée est extrêmement dépendante, comme nous l'avons vu plus haut. On comprend donc mieux pourquoi la rhétorique féministe est instrumentalisée. Ce n'est pas lié à une trahison des féministes qui préexisterait au développement du fémonationalisme et qui en expliquerait le développement, ni à une tare interne au féminisme, qui serait par essence un racisme en puissance, mais bien au fait que la rhétorique du genre permet d'enfermer ces femmes dans le travail reproductif. Par contre, cette situation ne manque pas de créer des intérêts divergents, puisque, comme le dit avec brio Sara Farris, les femmes racisées, immigrées et migrantes sont « celles qui, en

8. Voir Marie-Carmen Garcia, « Des féminismes aux prises avec l'« intersectionnalité » : le mouvement Ni Putes Ni Soumises et le Collectif féministe du Mouvement des Indigènes de la République », *Cahiers du Genre*, n° 52, 2012, p. 145-165.

9. Sara R. Farris, « Les fondements politico-économiques du fémonationalisme », *Contretemps*, 2013. En ligne : www.contretemps.eu/les-fondements-politico-economiques-du-femonationalisme/

aidant les femmes européennes à *défaire les genres* en se substituant à elles dans le foyer, permettent [aux] femmes "nationales" de devenir des travailleuses sur le marché du travail "productif"¹⁰ ». Mais elles occupent également un rôle stratégique central dans l'organisation de la reproduction. En effet, malgré la crise, le travail des femmes racisées, immigrées et migrantes est non seulement resté stable mais il a augmenté : on ne peut se passer d'elles pour effectuer le travail reproductif occidental, en partie parce que les femmes blanches refusent désormais de le faire¹¹.

Ce que le fémonationalisme illustre de façon exemplaire, c'est que lorsque l'État défend de lui-même une politique apparemment féministe, c'est toujours sur la base de son propre agenda. Nous avons donc plus à y perdre qu'à y gagner. Dans ce cas, non seulement la rhétorique féministe est utilisée à une fin d'exploitation (en France, pour assigner les femmes racisées au travail reproductif, et à l'échelle internationale, pour justifier des guerres impérialistes), mais elle vient discréditer aux yeux d'un nombre croissant de personnes la notion même de féminisme, de plus en plus associée au racisme. Dans le système actuel, toute avancée sociale ne peut qu'être arrachée à l'État; si elle se fait avec sa collaboration, elle aura un prix. Et celui-ci est bien cruel. Dans les années 1970, qui aurait pu dire que la cause de l'émancipation des femmes servirait à justifier les pires politiques

10. *Ibid.*

11. Sara R. Farris, *In the Name of Women's Rights. The Rise of Fémonationalism*, Durham et Londres, Duke University Press, 2017.

de stigmatisation, de guerre et de violence ? À ce sujet, je reprends à mon compte le bilan tragique des révolutions trahies fait par Leonardo Padura : « C'est terrible de s'apercevoir qu'un système né pour sauver la dignité humaine a utilisé la récompense, la flatterie, l'incitation à la délation, en s'appuyant sur tout ce que l'humanité a de plus vil. [...] J'ai l'impression que nous sommes arrivés à la fin de la justice sur terre, à la limite de l'indignité humaine. Trop de personnes ont péri au nom de ce qui devait être, on nous l'avait promis, une société meilleure¹²... »

La stratégie intersectionnelle

La stratégie intersectionnelle est le fruit d'une adaptation politique en France dans les années 2000 et 2010 de l'intersectionnalité théorisée dans le milieu universitaire états-unien dans les années 1990. Cette greffe déforme parfois la théorie de l'intersectionnalité originelle. Parfois, elle commet l'erreur de transposer à l'identique des concepts et analyses issus de situations américaines qui ne correspondent pas en tous points, voire pas du tout, à la situation française.

Cette stratégie est moins directement similaire aux stratégies classiques du mouvement ouvrier, même si sur bien des points on y retrouve des aspects politiques qui sont partagés au-delà du féminisme. On peut en effet adresser des critiques à la stratégie intersectionnelle qui sont proches de celles adressées par la tradition

12. Leonardo Padura, *L'Homme qui aimait les chiens*, Paris, Métailié, 2011.

marxiste à un certain « gauchisme¹³ ». Mais il serait erroné de réduire la stratégie intersectionnelle à un simple « gauchisme », de même qu'à une simple conséquence de la pensée dite poststructuraliste. Elle est plus complexe que cela, et c'est pour cette raison que pour bien la comprendre, et pour bien voir ses limites, il faut l'analyser de près.

La première tâche est de caractériser cette stratégie et de voir en quoi, malgré des intuitions justes, elle demeure insuffisante. Surtout, certaines de ses dérives, qui ne sont pas systématiques et, il est important de le préciser, ne concernent pas l'ensemble du féminisme intersectionnel, peuvent devenir assez dangereuses pour le féminisme tout court. Néanmoins, je me positionne ici en dialogue avec les personnes qui se reconnaissent dans cette stratégie, parce que, sur beaucoup de points, nous avons des accords et parce que je viens moi-même de cette tradition politique. Je m'appuierai essentiellement sur ma propre expérience du milieu intersectionnel parisien de la première moitié des années 2010 pour développer mon argumentation.

Toute stratégie est intimement liée à une théorie des dominations sociales, fût-elle implicite ou inconsciente. Dans le cas de la stratégie intersectionnelle, on peut dire qu'il s'agit d'une transposition de l'intersectionnalité universitaire, qui n'est pas allée sans de nombreuses transformations. L'idée centrale est qu'il existe dans la société de multiples rapports d'oppression. Chacun de ces

13. Lénine, *La Maladie infantile du communisme (le « gauchisme »)* (1920), Paris, Éditions sociales, 1979.

rapports est entièrement autonome des autres, également important, incommensurable et total. Chacun de ces rapports d'oppression définit une opposition nette entre dominé-e-s et dominant-e-s, coupure qui joue comme une sorte de ligne de démarcation sociale.

Les dominant-e-s tirent de leur position dans le rapport d'oppression un certain nombre d'avantages, qui sont appelés « privilèges » et qui peuvent être de nature variée. Ces privilèges expliquent que les dominant-e-s n'ont pas intérêt à la fin du rapport d'oppression. Par contre, ils peuvent devenir des « allié-e-s » : bien que n'étant pas concerné-e-s par la domination, ils et elles peuvent se mettre au service des dominé-e-s.

La notion de privilège est souvent confondue par les marxistes avec celle d'« intérêt matériel ». Mais le privilège va au-delà, puisqu'il peut être entièrement symbolique. De plus, l'idée de « privilège » implique celle d'un « quelque chose en trop », non d'un quelque chose que tout le monde devrait avoir. La notion de privilège, imputant aux individus la responsabilité des structures, possède une connotation morale. Les privilèges effacent la structure : la question, c'est d'avoir des privilèges ou pas, et non pas d'occuper une certaine position dans le rapport de production ou de reproduction.

À se focaliser sur les privilèges, on perd donc de vue ce qui me semble le plus important, c'est-à-dire la question du pouvoir. Dans nos sociétés, qui a le pouvoir ? Avoir des privilèges, ce n'est pas avoir le pouvoir, c'est tout au plus avoir des avantages. Or, ce qui compte, c'est bien de savoir où se situe le pouvoir, qui permet à la société telle

qu'elle est de produire et de se reproduire. C'est dans les structures qu'est le pouvoir, là que se reproduit la domination. Les individu-e-s et leurs « privilèges » ne sont qu'une matérialisation des structures, notamment par la socialisation. Ce pouvoir s'incarne politiquement dans un gouvernement qui le maintient et le développe. Il est protégé par certaines structures qui ont pour vocation sa reproduction (l'État, par exemple) ou bien sa protection (comme la police). Il n'est pas dans les individu-e-s, même quand ces dernier-e-s possèdent des « privilèges ».

En outre, selon cette vision, les dominé-e-s, du fait de leur position de dominé-e-s, sont les seul-e-s à avoir accès à la vérité de leur oppression. Parce que leur position sociale leur fait expérimenter la domination, elles et ils sont les seul-e-s à savoir la vérité de cette oppression et les moyens de s'en libérer. Dès lors, les dominant-e-s ne peuvent que les écouter et les soutenir. C'est ainsi qu'on définit la position de « bon-ne-s allié-e-s » : ils et elles doivent se mettre à la disposition des dominé-e-s, les suivre et œuvrer à être moins dominant-e-s en déconstruisant leurs pratiques et leur langage marqués par la domination.

La notion d'« allié-e-s » découle de l'idée de l'incommensurabilité des dominations : bien qu'on puisse être dominé-e sur un axe, si l'on n'est pas directement dominé-e sur l'axe concerné, on ne peut qu'être un-e « allié-e ». Par ailleurs, elle a pour effet de faire éclater¹⁴ totalement la question des sujets politiques : tout le monde est dominant, tout le monde est dominé, tout le monde est allié potentiel. Tout le monde est à la fois maître et esclave. Pourtant, seule une infime minorité de la population n'est

dominée sur aucun axe, seule une infime minorité de la population détient le pouvoir politique et économique. Il n'y a pas de pensée d'une position sociale commune de dominé-e, ce qui n'empêcherait pas d'ailleurs de reconnaître des particularités à chaque domination. Par conséquent, il n'y a pas non plus de réflexion sur le fait qu'une personne dominée sur un axe peut avoir un intérêt supérieur, plutôt que de conserver ses « privilèges immédiats », à mettre fin à sa domination en s'alliant avec les personnes dominées sur d'autres axes.

Deux aspects expliquent le succès de cette théorisation. D'une part, sa relative simplicité. Elle est facilement accessible et peut être aisément réappropriée. Sous sa plus simple expression, elle contient peu de nuances¹⁴. On peut dire que c'est pour les mêmes raisons qu'une certaine vision du marxisme s'est imposée au xx^e siècle. Le succès d'une théorie est permis aussi par son accessibilité. Et toute réappropriation militante simplifie, parfois à l'extrême, la théorie. D'autre part, il faut souligner sa cohérence interne. Globalement, chaque point fait sens dans le cadre plus large de l'ensemble de cette théorie. Elle fait système. Pour une théorie, c'est une force de conviction indéniable. Au point que lorsqu'on épouse totalement cette logique, il peut être difficile d'en sortir.

La réception française de l'intersectionnalité repose sur la notion d'identité. En transposant la théorie à la

14. Il existe bien sûr des formes bien plus complexes et nuancées de ce positionnement, que j'ai volontairement schématisé pour le donner à voir. Cela dit, en sens inverse, le milieu militant peut être bien plus caricatural que je ne le sais.

pratique, elle a perdu les bases matérielles de l'oppression, qui étaient le plus souvent présentes chez les penseuses du *black feminism*. Il ne s'agit dès lors plus de combattre les dominations à un niveau structurel, mais à un niveau purement individuel : on devient aveugle aux mécanismes sociaux qui les perpétuent. Cela implique une sorte de réduction des structures aux individu-e-s, d'individualisation des rapports de domination. On lutte contre les expressions de la domination, qui n'en sont que les symptômes, au lieu de s'en prendre au système qui les produit. C'est en fait une forme d'idéalisme, qui ne voit pas que les individu-e-s, leurs caractéristiques sociales (souvent pensées, comme je l'ai signalé, en termes de « privilèges »), leurs identités, sont en fait le produit de structures sociales.

En conséquence, l'émancipation est conçue comme une émancipation individuelle. C'est la fin des grands mouvements collectifs, dans le cadre d'un néolibéralisme triomphant où disparaît l'espoir d'une transformation totale de la société. On n'essaiera pas de changer le système mais de changer, un par un, les individu-e-s qui le composent. Effort épuisant, infini et malheureusement vain. Changer les structures qui produisent les individu-e-s est d'un point de vue pragmatique bien plus efficace. Cette vision des dominations sociales a pour tactique centrale la création d'espaces sécurisés (on parle, en adaptant l'expression américaine, d'« espaces *safe*¹⁵ »), qui, à défaut de mettre fin à la domination, permet-

15. Espaces ponctuels (réunions, cercles de parole) ou pérennes (collectifs, lieux spécifiques comme un bar), où, du fait de la non-mixité et/ou de

traient de créer ponctuellement des lieux soustraits à la domination (ce qui me semble en partie un leurre) et renforçant les personnes opprimées (*empowerment*). Les espaces *safe* oscillent en fait entre le cercle de parole et l'espace d'auto-organisation en non-mixité défendu par la deuxième vague, quand ils sont en lien avec une mobilisation.

Il en résulte une conséquence aussi regrettable qu'inattendue, venant d'une théorie féministe : le retour à une forme d'essentialisation des positions sociales. Les individu-e-s sont rangé-e-s en deux catégories essentialisées, celle de dominant-e ou celle de dominé-e. S'il y a une porosité entre ces deux catégories (du moins dans un sens : on peut ainsi facilement passer de la catégorie de dominé-e à celle de dominant-e), il n'y a pas d'intermédiaire entre les deux (que ce soit des dominant-e-s dominé-e-s par leur domination au sens de Bourdieu ou même des dominant-e-s sur certains aspects qui sont dominé-e-s sur d'autres). Et quand un-e dominé-e bascule dans la catégorie de dominant-e, on relit son identité entière à travers ce prisme, au besoin en réécrivant l'histoire pour faire comme si il/elle n'avait jamais été dominé-e (de tout lieu, en tout temps, cette personne était une dominante, simplement sa vraie nature n'avait pas encore été révélée, on avait déjà des indices qu'on n'avait pas su voir alors).

Ces positions sociales essentialisées finissent par constituer des catégories dans lesquelles on range les

la formation des gens qui les composent, les dominations sociales sont censées être inexistantes ou réduites.

gens, les individus devenant des types. On « est » alors là où l'on se situe socialement. Ce qui manque à cette typologie géographique, c'est la dynamique des rapports sociaux : les catégories sociales ne sont ni fixes, ni immuables. Surtout, elles interagissent entre elles et se recomposent mutuellement, notamment sous la pression de l'histoire¹⁶. Dès lors, il est préférable d'analyser (comme la sociologie peut le faire) la position sociale des individu-e-s en termes de « trajectoires » marquées par des évolutions dans le temps et des recompositions.

Comme on n'analyse plus les bases économiques, politiques, sociologiques, structurelles des dominations, mais qu'on ne les pense qu'en termes de « privilèges », c'est-à-dire très exactement de symptômes individualisés d'un système global (certains individus ont des privilèges que d'autres n'ont pas), il n'est pas rare que de cette analyse découle une moralisation de la politique et une culpabilisation des individu-e-s. En effet, si tout se situe au niveau individuel et qu'on oublie les structures qui les sous-tendent, les privilégié-e-s ont une responsabilité vis-à-vis de celles et ceux qui ne le sont pas. La morale revient pointer le bout de son nez : il est en effet du devoir politique de chacun-e de chasser de soi toute forme de domination, toute expression possible de la domination, pour devenir de plus en plus « parfait » politiquement. Mais c'est bien sûr un idéal impossible à atteindre : même la personne la mieux formée et la plus expérimentée ne pourra jamais contrôler entièrement

16. Voir de nouveau l'introduction de *Se battre, disent-elles...* de Danièle Kergoat, qui l'explique magistralement.

le langage qu'elle emploie, ne serait-ce que parce que la structure de la langue et la structure de notre pensée, acquises au cours de nombreuses années de socialisation, sont marquées par les dominations sociales. C'est donc un phénomène de moralisation de la politique et de culpabilisation des individu-e-s qui ne peut aller qu'en s'amplifiant au sein de l'individu-e, comme dans les milieux militants. Cette situation est alors particulièrement propice à des phénomènes d'emprise de certaines personnes sur d'autres : l'espace « safe » se réduisant de plus en plus, les personnes commettant des faux pas étant impitoyablement exclues, le groupe devient de plus en plus petit, de plus en plus radical, comme une secte. Le niveau de contrôle de soi, de peur de dire le mauvais mot, de faire le mauvais geste, devient immense. On assiste chez l'individu-e au développement d'une conscience scindée : bien que je fasse tout ce que je peux pour progresser, je ne pourrai jamais cesser d'être un-e dominant-e. Il est frappant de voir, même si ce point est presque anecdotique, combien ces phénomènes d'essentialisation, de culpabilisation et de responsabilisation sont proches d'une certaine culture chrétienne, plus particulièrement protestante. Les dominant-e-s portent le mal en elles et eux, ce sont des pécheurs/pécheresses qui ne peuvent rien faire pour échapper à leur véritable nature. Ils et elles doivent se purifier pour parvenir à atteindre une plus grande perfection, qui seule leur permettra d'atteindre la grâce. Avec tout le drame existentiel que cela comporte quand on comprend qu'un certain nombre d'entre nous est prédestiné à ne pas être

sauvé: « Entrez par la porte étroite. Car large est la porte, spacieux est le chemin qui mènent à la perte, et il y en a beaucoup qui entrent par là. Mais étroite est la porte, resserré le chemin qui mènent à la vie, et il y en a peu qui les trouvent » (Matthieu, 7: 13-14).

Cette approche débouche logiquement sur une politique de la purification, fondée, nous l'avons vu, sur la construction d'espaces « *safe* », mais aussi sur le *call-out*, qui consiste à mettre en place une tactique de l'interpellation permanente, c'est-à-dire à reprendre, à rappeler à l'ordre toute personne qui fera ou dira quelque chose de « problématique » politiquement, autrement dit qui reproduira la domination. Le plus souvent, l'attention se pose sur le langage, avec un certain biais intellectualiste, qui se fixe abusivement sur les mots et sur le théorique. Les individu-e-s doivent être capables de tenir un discours non oppressif et avoir suffisamment « déconstruit » pour que cela se ressente dans leur discours. Celui/celle qui a le plus déconstruit sera généralement celui/celle qui a le plus accès à la théorie et qui la mobilise le plus.

L'action politique est ainsi souvent réduite à une action sur le langage. Comme si l'on vivait « les révolutions dans l'ordre des mots comme des révolutions radicales dans l'ordre des choses¹⁷ ». Il faut interroger l'efficacité d'une telle méthode, car empêcher de dire n'est pas empêcher de penser. Il vaut mieux sortir d'une logique de terreur (on ne dira pas quelque chose par peur des représailles) pour entrer dans une logique de la conviction (on ne dira pas quelque chose parce qu'on est convaincu de la

17. Pierre Bourdieu, *Méditations pascaliennes*, Paris, Le Seuil, 1997, p. 11.

justesse politique de ne pas le dire). Cela ne veut pas dire que le langage n'est pas un enjeu politique : les mots sont importants, qui portent et reproduisent l'idéologie de la domination, et une lutte spécifique doit leur être consacrée (par exemple, par la féminisation du langage, par l'arrêt de l'utilisation d'insultes à caractère LGBTIphobe, raciste, sexiste, etc.). Mais cela ne doit pas être le combat central, voire unique.

Dans la logique interséctionnelle, si l'on ne peut pas changer la société, on peut construire des espaces où un, voire plusieurs, axes de domination seront supprimés, grâce à la non-mixité (de genre, de classe, de race...). Le problème est que la création d'un espace *safe* ne met pas fin comme par magie aux dominations, même dans le cadre de l'espace en question. Elles perdurent, *via* toutes les structures incorporées et de manière d'autant plus pernicieuse qu'elles sont inconscientes ou existent au-delà du cadre. Le fait même de ne pas identifier la structure comme la base matérielle de la domination va inciter à une chasse aux sorcières infinie dans les rangs de l'espace *safe* pour en exclure les éléments « dominants » et « oppressifs », qui survivront toujours aux épurations, puisqu'il est tout simplement impossible de trouver une personne extérieure aux rapports de domination. La tactique de la purification aboutit généralement à la destruction des espaces *safe* concernés. Mais dans le même temps, il est impossible d'y échapper : comme c'est l'une des principales politiques proposées, cesser d'avoir des ennemi-e-s à exclure, c'est ne plus avoir la moindre perspective. La purification et la création incessante de nouveaux ennemis sont donc

une nécessité et finissent par s'autonomiser, par valoir par elles-mêmes et pour elles-mêmes.

À un niveau individuel, il faut aussi détruire ce mythe de l'espace *safe*. L'espace *safe* ne peut pas être une fin en soi : il est trop limité et, à l'extérieur, le reste de la société demeure inchangé. Il faut bien plutôt faire un usage dialectique de l'espace *safe*, c'est-à-dire du cercle de parole en non-mixité : celui-ci doit être un instrument pour se rendre plus puissant-e, plus sûr-e de soi et pour pouvoir revenir dans les cadres mixtes, « non *safe* », donc dans le reste de la société. On n'échappe pas aux dominations. Dire le contraire, ce serait mentir aux gens et créer de faux espoirs. Ce qui n'implique pas une vision fataliste ou pessimiste : c'est aussi comprendre qu'on n'a pas le choix et qu'il faut tout changer !

L'autre déformation, importante par son influence sur les pratiques militantes, est le passage d'une théorie des points de vue situés¹⁸ – c'est-à-dire d'une critique féministe légitime de la possibilité d'une objectivité universaliste – à une théorie du privilège épistémologique absolu des dominé-e-s sur leur domination : toute personne, si elle est opprimée, détient la vérité incontestable de son oppression, donc la clé de sa libération. On ne peut contredire politiquement une personne opprimée si l'on n'est pas soi-même opprimé-e sur le même axe. Le pendant de cela, c'est que mécaniquement les personnes les plus opprimées ont le plus de pouvoir politique et

18. Théorisée notamment par Donna Haraway dans « Savoirs situés : la question de la science dans le féminisme et le privilège de la perspective partielle ».

ainsi, on en revient insidieusement à un schéma de l'addition¹⁹, où la personne la plus « intersectionnée » par les dominations est la plus opprimée, donc la plus légitime pour parler et imposer sa politique. Cela a aussi pour conséquence, à un niveau plus pratique, de provoquer dans les milieux militants féministes une véritable « course aux dominations », précisément parce que la personne qui a le plus de légitimité est celle qui est la plus opprimée. On voit bien les manipulations et réécritures du réel que rend possible cette approche.

D'un point de vue politique, déclarer l'infailibilité des dominé-e-s, c'est encore une fois revenir à une forme d'essentialisation des positions sociales. Or, d'une part, les positions sociales sont complexes et se reconfigurent constamment, rendant impossible l'existence réelle de cette position absolutisée, et, d'autre part, on peut être dominé-e sans avoir aucune conscience de la domination qu'on subit. On peut être dominé-e et être pour le maintien des dominations sociales. Il ne suffit pas d'être femme pour être féministe, et il existe des femmes de droite ou d'extrême-droite. Dans ce cas, qui écouter ? Car les personnes opprimées, même sur des axes d'oppression rigoureusement identiques, sont rarement d'accord entre elles. Elles défendent des positions politiques différentes et, même quand elles sont d'accord, elles peuvent défendre des stratégies différentes, des tactiques différentes. Cet effacement permet toutes les dérives politiques : ou tu es avec moi, ou tu es sexiste et antiféministe. Le débat démocratique, au sens vrai et fort du terme,

19. Ce qui est l'inverse de l'intersectionnalité théorique.

suppose la possibilité de désaccords politiques, liés à la situation ou à son interprétation, par exemple, sans chantage à la discrimination.

Le troisième travers consiste dans la radicalité politique prise comme fin en soi. Si ce n'est malheureusement pas propre aux milieux militants féministes, il peut y être extrêmement développé. Il se décline d'abord sur la base d'une mise en scène de soi et de son mode de vie comme « radical ». Ce qui était à la base une réappropriation des corps et des cultures féministes devient une forme de sélection sociale. Toute personne ne rentrant pas dans les « codes » vestimentaires, langagiers, comportementaux du milieu est immédiatement délégitimée. À un niveau politique, la radicalité est cultivée pour elle-même, même quand elle n'est pas judicieuse tactiquement. Tout simplement parce qu'elle assure une plus-value politique immédiate dans le milieu féministe, où elle est une source principale de légitimité. Plus tu es « radicale », plus tu es perçue comme « cool » : ce qui est parfaitement exprimé par le néologisme « radicool ». L'absence d'affrontement avec le réel pousse certain·e·s militant·e·s féministes du « milieu » à chercher de la reconnaissance au sein de celui-ci. Elles et ils cherchent à accumuler du capital symbolique là où la radicalité est la seule monnaie. C'est dans *À nos amis* du Comité invisible qu'on peut trouver la critique la plus aboutie de cette posture : « Depuis la déroute des années 1970, la question morale de la radicalité s'est insensiblement substituée à la question stratégique de la révolution. C'est-à-dire que la révolution a subi le sort de toutes choses dans ces décennies : elle a été

privatisée. Elle est devenue une occasion de valorisation personnelle, dont la radicalité est le critère d'évaluation. [...] Quiconque se met à fréquenter les milieux radicaux s'étonne d'abord [...]. On ne tarde pas à comprendre qu'ils ne sont pas occupés à construire une réelle force révolutionnaire, mais à entretenir une course à la radicalité qui se suffit à elle-même [...]. La petite terreur qui y règne et qui rend tout le monde si raide n'est pas celle du parti bolchevique. C'est plutôt celle de la mode, cette terreur que nul n'exerce en personne, mais qui s'applique à tous. On craint, dans ces milieux, de ne plus être radical, comme on redoute ailleurs de ne plus être tendance, cool ou branché²⁰. »

Cette radicalité relève de la pure et simple posture – ne serait-ce que parce que l'action, toute action, est moins radicale qu'une position théorique. Il faut toujours composer avec le réel, le réel modifie notre action, on ne peut prévoir ce qui va advenir, aucune action ne peut être jusqu'au bout « parfaite » politiquement. Ce qui est en fait notre meilleure chance, car si on quitte le niveau de la « sécurisation » absolue des espaces et du langage, on entre dans tout un monde de possibles, et des conséquences imprévues, en mal comme en bien, peuvent découler de nos actions. Mais le risque étant trop grand, l'amour de la radicalité pour la radicalité souvent l'emporte. En outre, la plus-value politique que la radicalité constitue se convertit souvent en plus-value sociale. Certains milieux féministes et LGBTI+ peuvent devenir la source d'un certain nombre d'avantages : économiques

20. Comité invisible, *À nos amis*, Paris, La Fabrique, 2014, p. 143-145.

(emploi, logement, entraide), relationnels, symboliques (dont l'exemple suprême est la consécration universitaire), politiques, culturels ou artistiques (en devenant chercheur/se, réalisateur/rice, écrivain-e, responsable d'association, etc.), car il y a toute une économie liée au féminisme²¹. C'est une solidarité qu'on ne peut qu'encourager, mais qui crée aussi une dépendance à ce milieu. Lorsque des désaccords politiques menacent de naître, il est parfois bien difficile de prendre une position totalement indépendante de son statut au sein dudit milieu et des avantages, même symboliques, qu'on en tire, dans une société qui exclut et précarise les femmes, les minorités de genre, et les LGBTI+. La vie de certaines personnes est réduite à néant lorsqu'elles se trouvent rejetées de ce milieu qui leur procurait un emploi, un logement, des ami-e-s, des conjoint-e-s, des soutiens quotidiens... Cela explique que parfois certain-e-s, au lieu de politiser le personnel, personnalisent le politique, c'est-à-dire instrumentalisent des enjeux politiques à des fins personnelles et/ou sociales. Le problème est souvent le manque de transparence par rapport à ces enjeux : tout-e militant-e est influencé-e par le personnel, il serait absurde de le nier, mais alors il faudrait avoir pour principe de tenter d'objectiver au maximum ces influences. La plupart du temps, elles sont au contraire cachées au maximum : on règle des comptes personnels en invoquant des dominations structurelles, et même si la plupart des personnes au sein du milieu en ont conscience, peu osent intervenir

21. Je le dis d'autant plus tranquillement que, faisant moi-même une thèse en sociologie du genre, je m'inclus dans cette contradiction.

par peur de manquer de solidarité... Alors même que ces manipulations trahissent tout ce qui fait la politique. Pour nous, militant-e-s, mais aussi pour l'extérieur, elles portent préjudice aux principes réels qui fondent notre féminisme, elles achèvent de nous discréditer : à ce titre, elles ne devraient pas être tolérées.

Cette culture de la radicalité est en fait une culture de l'élection et de la distinction. Elle ne peut toucher qu'une minorité de personnes parce qu'elle ne *veut* toucher qu'une minorité de personnes. S'il est très difficile d'entrer dans le cercle des *happy few* de la radicalité féministe (car étroite est la porte...), une fois qu'on y est, on ne veut pas voir son statut diminué par des arrivées massives dans le cercle. D'où un mépris pour toutes les personnes extérieures au milieu – le but n'étant pas de modifier leurs positions politiques et leurs pratiques sociales, mais de se définir par opposition à elles. Le féminisme devient un instrument de distinction. Sa propre position sociale, souvent extrêmement compliquée, à cause précisément des oppressions subies, est revalorisée par cette élection. Mais lorsqu'en politique on perd de vue que le but est moins de se distinguer du reste de la société que de la changer, on en arrive souvent à une politique minorisante qui mène au sectarisme. Le message politique que l'on défend devient inaudible, on se coupe de tout le monde, y compris des personnes principalement concernées. On est de moins en moins nombreuses-x, mais on continue à défendre les positions les plus radicales, sans qu'aucun changement de la situation concrète ne soit obtenu par ailleurs. On

défend les revendications les plus grosses, pour les réalisations les plus dérisoires. La conséquence politique? Un *turnover* militant permanent (les idoles du milieu de la veille deviennent les ennemi-e-s du lendemain) et une implosion des structures (aucune organisation féministe ne survit à une telle course à la radicalité). La politique ne peut dépendre du « cool », du paraître, du mode de vie ou même des intérêts personnels, sinon elle ne mène qu'à une forme délétère de bureaucratisation.

On parle généralement de bureaucratie lorsqu'une partie d'une organisation se différencie de sa base, différenciation qui lui permet de prendre le pouvoir sur l'ensemble de l'appareil au mépris de la démocratie interne. Elle ne vise alors plus qu'à maintenir l'appareil indépendamment des positionnements politiques et du reste de l'organisation pour défendre les intérêts matériels qu'elle retire de cet appareil²². Je voudrais ici défendre une acception plus large du terme de bureaucratie, incluant les intérêts symboliques liés à la reconnaissance dans l'organisation. Il me semble qu'on en arrive souvent, dans les milieux radicaux et en particulier dans certains milieux féministes, à une forme « embryonnaire²³ » de bureaucratisation des structures. Celle-ci découle pour une grande part du principe de l'infaillibilité des dominé-e-s, mais aussi de l'usage de la violence et de la réduction au silence comme principaux instruments de prise de pouvoir sur

22. Pour une analyse bien plus fine du phénomène de la bureaucratie et des réponses à y apporter, voir Ernest Mandel, « De la bureaucratie », *Cahiers rouges*, Paris, La Brèche, 1978. En ligne : www.ernestmandel.org/new/écrits/article/de-la-bureaucratie#1

23. Pour reprendre le terme de Mandel.

l'organisation. Si seules les personnes dominées ont le droit à la parole et ont raison, il devient extrêmement difficile d'exercer un contrôle sur elles, sans parler de prendre démocratiquement des décisions. Quant à la question de la violence : précisément au nom de la nécessité de sécuriser les espaces en neutralisant la violence générée par des paroles qui reproduisent la domination, on justifie l'usage d'une violence en retour, qui est alors déclarée légitime (et souvent perçue comme telle au sein de l'espace concerné). Alors qu'on prône la bienveillance et l'écoute dans les espaces sécurisés, on s'autorise un usage extrêmement lâche de la violence langagière (mais aussi, parfois, dans les actes), précisément au nom d'une rhétorique de la violence justifiée : on est violent-e parce que l'autre nous a opprimé-e. Là encore, la perception de la violence est extrêmement lâche : puisque tout est violence, tout peut justifier une réponse violente. Surtout, tout est une violence *égale* : une violence langagière est équivalente à une violence physique, une violence langagière non intentionnelle est équivalente à une violence langagière volontaire. Et si la violence en retour est entièrement légitimée, la prise de contrôle d'une organisation par la violence en sera extrêmement simplifiée. Il suffira de mettre en avant les dominations qu'on subit dans cette organisation et de mettre en place un rapport de force.

Cette bureaucratisation est le pouvoir d'imposer un discours sur l'analyse de l'oppression et sur les formes légitimes d'action qui en découlent. Son origine réside en fait dans une transformation du pouvoir symbolique de certain-e-s en légitimité charismatique dans le sens

wébérien du terme²⁴. On obéit à quelqu'un-e parce qu'il ou elle est exceptionnel-le. Ce n'est pas le héros, mais la/le dominé-e qui accumule plusieurs dominations, ce qui le/la rend plus puissant-e. Le/la « premier-e concerné-e » dégage un profond charisme qui fait qu'on s'en remet à lui/elle et à sa valeur exemplaire.

C'est cette forme de bureaucratisation qui, bien plus que la théorie des savoirs situés, explique l'extrême méfiance de ces milieux envers la rationalité et l'argumentation. On se base sur le ressenti et en particulier sur l'absolue vérité du discours des personnes concernées. Mais ce refus de la conviction par l'argumentation est en fait un refus de la démocratie : les décisions se prennent par arguments d'autorité (j'ai raison car je suis opprimé-e). On en revient alors à un rapport de force pur et permanent, ce qui explique la violence extrême qui peut régner dans ces milieux (ce n'est heureusement pas systématique). Alors, tout est fondé sur le rapport de force, et rien sur la possibilité d'exprimer les désaccords et de se convaincre. C'est la politique de la terreur. Progressivement, on cesse de construire du collectif et l'on en vient à détruire les individu-e-s. Toute opposition est réduite au silence, d'autant que le corollaire de cette violence est la peur, véritablement intériorisée : peur d'être exclu-e, peur d'être perçu-e comme un-e oppresseur-se, peur de la moindre parole, du moindre geste de travers. C'est la chose la plus difficile à faire disparaître une fois qu'on a quitté ces milieux : on a beau être parti-e, on conserve la peur. C'est ainsi que beaucoup de

24. Max Weber, *Économie et société* (1921), Paris, Pocket, 2003.

personnes cessent de militer sur les questions féministes, voire de militer tout court.

La dernière conséquence de cette radicalité pour la radicalité qui se mue parfois en forme de bureaucratisation, c'est *in fine* le désintérêt pour le sort d'une grande partie des femmes et des minorités de genre, et en particulier, les femmes et minorités de genre travailleu-r-ses, au foyer ou salarié-e-s. Le radicalisme et le sectarisme sont l'autre visage d'une politique qui ne cherche absolument pas à organiser massivement les femmes. On retrouve l'analyse du « gauchisme » de la tradition marxiste : celui-ci a pour particularité de s'avouer vaincu avant d'avoir mené les batailles, il refuse de militer au sein d'organisations larges et pas assez radicales, voire tout simplement de s'adresser à elles, ce qui l'amène tout simplement à se couper de larges secteurs des masses.

bell hooks synthétise efficacement tout cela dans *De la marge au centre*²⁵ : « Souvent, l'approche liée à l'identité et au style de vie est séduisante car elle crée l'impression d'être engagée dans une pratique. Cependant, au sein de n'importe quel mouvement politique qui vise à transformer radicalement la société, la pratique ne peut pas uniquement se résumer à créer des espaces au sein desquels des personnes supposées radicales expérimenteraient la sécurité et le soutien. Le mouvement féministe pour mettre fin à l'oppression sexiste engage activement ses participant-e-s dans un combat révolutionnaire. Et un combat, c'est rarement *safe* et agréable²⁶. » Ou encore,

25. Même si le contexte est évidemment différent.

26. bell hooks, *De la marge au centre*, op. cit., p. 101.

quand elle expose son programme pour le mouvement féministe : « Pour dépasser le stade de la rébellion féministe et pour sortir de l'impasse dans laquelle se trouve le mouvement féministe contemporain, les femmes doivent reconnaître les nécessités d'une réorganisation. [...] nous devons reconnaître le fait que les militantes [...] féministes n'ont jamais mis en place de stratégie visant à construire, via l'éducation politique, une prise de conscience massive du besoin réel d'un mouvement féministe. [...] Les femmes doivent s'atteler à la tâche de la réorganisation féministe en ayant conscience du fait que nous avons tou-te-s (quelle que soit notre race, notre sexe ou notre classe) agi en complicité avec le système oppressif existant. [...] Trop de femmes ont quitté le mouvement féministe parce qu'elles étaient elles-mêmes désignées comme des "ennemies"²⁷. »

Comment expliquer que l'intersectionnalité théorique et universitaire ait été déformée dans sa mise en pratique militante ? Une hypothèse est que, notamment par le biais d'internet, mais aussi probablement par le biais d'échanges internationaux entre milieux militants, on a voulu plaquer un répertoire de pratiques, d'actions et de dogmes d'un contexte américain sur un contexte français très différent. Par ailleurs, cette transposition s'est faite avec une méconnaissance des textes et des positionnements théoriques qui avaient mené au développement de ces pratiques. La plupart des textes du féminisme américain ne sont pas traduits ou le sont avec vingt à trente ans de décalage ! Résultat : les milieux militants ne savent pas

27. *Ibid.*, p. 286-288.

ce dont ils héritent. Ils et elles utilisent un « mode d'emploi » du ou de la bon-ne militant-e féministe qu'ils et elles reproduisent aveuglément, comme une doxa, comme un corpus de pratiques et de connaissances figées, alors même que ces dernières, nées pour répondre à une situation spécifique, n'étaient pas destinées à être reprises telles quelles.

De plus, en dehors d'une pratique politique tournée vers l'extérieur du milieu militant, d'expérience de mouvement large, voire de mouvement de masse, rien ne peut confirmer ou infirmer les prises de position radicales qui s'expriment principalement sur des blogs ou dans des réunions *safe* réunissant une élite surpolitisée. On ne tire aucun bilan des réussites ou des échecs des politiques menées. Ainsi, tout peut continuer à l'identique, éternellement.

Bien évidemment, les mécanismes que j'ai décrits sont typifiés et ne sont pas systématiques. Il ne s'agit pas de faire le procès de l'intersectionnalité militante, mais d'interroger une certaine compréhension militante de l'intersectionnalité. Mon expérience personnelle, probablement extrême, ne reflète pas l'intégralité du milieu. Mais, comme toute expérience-limite, elle donne à voir des tendances latentes et parfois répandues.

Pour une stratégie féministe marxiste et révolutionnaire

Les limites de la stratégie intersectionnelle n'impliquent pas qu'il ne faut rien en conserver. Au contraire : ses critiques systématiques de l'instrumentalisation du

féminisme à des fins islamophobes, racistes et impérialistes, sa déconstruction du genre, sa réflexion sur le croisement des dominations, constituent des acquis précieux pour nous. Mais c'est sur les questions stratégiques que réside un désaccord, qui recoupe d'ailleurs en grande partie des divergences quant à l'analyse des dominations.

Il s'agit donc de commencer à élaborer une stratégie féministe marxiste et révolutionnaire, entreprise ardue car elle implique de se situer en opposition aux deux grandes stratégies majoritaires contemporaines, d'une part, et, d'autre part, à une certaine vision marxiste qui considère le féminisme comme un combat contre une oppression « secondaire », créée par le capitalisme pour diviser la classe des travailleurs²⁸. Ma volonté d'articuler le féminisme au marxisme ne vient pas de l'idée d'une subordination du premier au second, mais bien de l'idée que seule une démarche matérialiste parviendra à surmonter les contradictions de la stratégie intersectionnelle. En outre, il me semble important d'articuler une véritable politique féministe à la meilleure analyse de la classe, de l'exploitation et du capitalisme jamais fournie pour le moment. Pour cela, il faut donc renouer avec Marx, malgré – et peut-être contre – ceux qui se revendiquent de son héritage.

Par ailleurs, il serait préjudiciable de se priver des réflexions stratégiques si riches des XIX^e et XX^e siècles, de même que des expériences politiques qui y ont été faites : c'est l'héritage du mouvement ouvrier, cela doit être celui

28. Le terme n'est pas féminisé à dessein. Cette thèse est encore soutenue dans certains secteurs et certaines organisations d'extrême-gauche.

du mouvement féministe également. Enfin, la libération des femmes et des minorités de genre ne peut se faire qu'avec la libération de tou-te-s les exploité-e-s. Et les travailleurs-ses sont aussi des femmes et minorités de genre...

À l'opposé de la vision intersectionnelle, qui divise la société en une multitude de systèmes de domination parallèles et définissant des positions symétriques et essentialisées dominant-e-s/dominé-e-s, on doit défendre l'idée d'un système intégré et combiné des différents rapports de domination ancrés dans l'histoire et les sociétés considérées (classe, race, genre), produits et reproduits par des structures économiques, sociales et politiques (État, justice, police). Ce système intégré a pour base matérielle un mode de production et un mode de reproduction qui sont corrélés.

Dès lors, pour s'attaquer à ce système, il faut remonter à sa base matérielle, donc économique, et postuler la centralité stratégique du travail productif et reproductif. Ce qui ne veut pas dire que d'autres domaines (comme l'idéologie) ne sont pas des lieux d'affrontement centraux ; cela veut dire que le sujet révolutionnaire n'est pas la classe ouvrière présentée comme un ensemble d'hommes blancs prolétaires de la grande industrie. Car la classe est tout autant le genre que la race : elle est composée majoritairement et organiquement de femmes, de minorités de genre, de personnes queer, de personnes racisées, immigrées, migrantes. Ce sont tout autant elles et eux le sujet révolutionnaire.

Qu'est-ce que cela implique quant à nos tâches ? Qu'il n'est pas possible de s'implanter seulement dans les lieux

de la production, pour y développer une conscience de classe, une lutte des classes, etc. On doit aussi être capable de développer des luttes, des consciences et des mots d'ordre féministes et antiracistes, en montrant que loin de s'opposer aux questions de classe, ils leur sont intimement liés. Nous devons être en capacité de développer des revendications spécifiques sur le travail reproductif. Cela implique, entre autres choses, de dépasser les positionnements théoriques sur ces questions pour repartir des conditions d'existence réelles des personnes concernées, notamment des femmes au foyer ou travailleur-se-s du sexe.

Nous devons également développer des moyens de lutte spécifiques autour du travail reproductif, comme la grève du travail reproductif. Celui-ci est, on l'a vu, un secteur central du maintien du système capitaliste : il doit donc aussi occuper une place centrale dans notre stratégie. Comme toute grève classique, la grève du travail reproductif permet de dégager du temps pour la politique, de paralyser la reproduction et de commencer à poser la question d'une autre gestion de la reproduction (notamment via la socialisation de cette dernière).

Nous devons lutter contre la tendance contemporaine à l'éclatement des luttes et des mots d'ordre politiques pour réaffirmer sans cesse le lien organique entre classe, genre et race. Nous combattons tou-te-s le même système qui s'appuie sur ces différents rapports de domination pour se perpétuer. Nous ne sommes pas des « allié-e-s » aux « privilèges » différents, nous sommes une majorité d'exploité-e-s et d'opprimé-e-s face à une minorité qui détient le pouvoir économique et politique, et qui

fait usage de l'État pour perpétuer sa domination. Bien que nos intérêts matériels immédiats divergent parfois, notre tâche doit être de les dépasser parce que nos intérêts matériels et politiques globaux sont largement convergents.

Dès lors, même si à l'heure actuelle, les mouvements de lutte contre les oppressions (féministe, LGBTI+, antiraciste, anti-impérialiste, contre les oppressions nationales, etc.) sont autonomes vis-à-vis des luttes du travail, nous devons œuvrer à leur réunification. Cela passe par une action sur deux terrains : militer au sein du mouvement autonome sur les oppressions pour y défendre une politique marxiste et révolutionnaire, et militer au sein des luttes ouvrières pour y développer une politique relative aux oppressions. Et sur chacun de ces deux terrains, porter le mot d'ordre fondamental de la convergence des luttes. La convergence des luttes, ce n'est pas la convergence d'un mouvement vers l'autre ; c'est la convergence de ces deux mouvements ensemble, vers un même but, le renversement du système. Ce n'est qu'en frappant ensemble de toutes nos forces au même endroit que nous y parviendrons.

À présent, il me semble important de souligner le lien entre féminisme et antiracisme, car pour les raisons historiques que j'ai exposées, ces deux luttes tendent à devenir dans l'imaginaire militant et social de plus en plus antinomiques. En effet, entre un certain féminisme qui cible ou est poussé à cibler essentiellement une catégorie spécifique de la population comme antiféministe et sexiste, en particulier les hommes des classes populaires et/ou racisés, et un certain antiracisme politique qui considère

de plus en plus le féminisme et les féministes comme son ennemi (les positions ne sont bien sûr pas équivalentes), la rupture est en partie consommée. Et il semblerait qu'au grand divorce du xx^e siècle entre marxisme et féminisme soit en train de se substituer un nouvel antagonisme, entre féminisme et antiracisme. Or, puisque je fais une analyse unitaire du système des dominations, j'estime que ces mouvements doivent s'allier, mais c'est surtout, à mes yeux, une question de survie.

À quel point le féminisme est-il entaché par le racisme, l'impérialisme et le néocolonialisme ? Quelle responsabilité portent la théorie et le mouvement féministe dans l'instrumentalisation du féminisme à des fins racistes ? Il est tout d'abord évident que le féminisme français n'a pas suffisamment pensé la question antiraciste. C'est ce qui explique *in fine* son ralliement aux politiques racistes du gouvernement, depuis la colonisation jusqu'à notre époque de montée de l'islamophobie, de néocolonialisme et de guerres impérialistes. Toute analyse des dominations qui n'est pas unitaire risque de sous-estimer ou de méconnaître une domination au profit d'une autre. Néanmoins, bien que cette première réponse contienne une part de vérité, elle a le défaut de traiter le féminisme français comme un ensemble homogène. Or, je l'ai dit, celui-ci est traversé par différentes stratégies qui définissent différents féminismes, incommensurables les uns aux autres. Actuellement, c'est non pas le féminisme dans son entier qu'il faut dénoncer, mais une stratégie précise, le fémonationalisme. Il s'est révélé en France avec l'« affaire du foulard » de 2004, où l'on a vu une partie du gouvernement justifier cette loi au nom d'une rhétorique

féministe et une partie des féministes la soutenir activement. Mais, il faut y insister, ces soutiens venaient d'un féminisme d'État ou aspirant à le devenir, comme Yvette Roudy. À l'opposé, un secteur important du féminisme s'est prononcé contre la loi, notamment le collectif Une École pour toutes, où militaient Christine Delphy et Houria Bouteldja, ainsi qu'une partie du NPA. Et même les féministes occupant une position intermédiaire, « ni loi ni voile », ont condamné cette loi (le CNDF, le Planning familial et une autre partie du NPA). Il n'y a donc pas eu de trahison du féminisme dans son ensemble. Mais – c'était dans l'ordre des choses – une logique d'État s'est manifestée du côté du féminisme d'État. Cela n'a pas empêché toute une partie du féminisme institutionnel de se faire leurrer par le féminisme d'État. Et là, en effet, une partie des féministes ont effectivement été instrumentalisées par le féminisme d'État, selon une logique du reste antérieure à cette montée du fémonationalisme, du fait des interactions fortes entre féminisme institutionnel et féminisme d'État²⁹.

Une question demeure : pourquoi le féminisme ? Pourquoi le gouvernement a-t-il utilisé cette rhétorique précise pour justifier sa politique ? Une première raison est que cela permettait de désactiver le potentiel révolutionnaire du féminisme. Cela s'appelle la cooptation, qui n'est malheureusement pas un phénomène nouveau – le

29. Le féminisme institutionnel a en quelque sorte émergé sous la pression du féminisme d'État, puis il est devenu son meilleur appui. Il est en grande partie dépendant de lui, puisqu'il dépend de ses financements. Et rien n'empêche que ses actrices puissent circuler entre ces deux cercles, au gré de l'alternance de la gauche et de la droite à des postes de pouvoir, par exemple.

mouvement ouvrier le connaît bien. Il est évident qu'un grand mouvement finit toujours par faire l'objet d'une politique spécifique d'État. Le féminisme ne déroge pas à la règle. Une deuxième raison est de nature économique. Cette rhétorique permet, comme on l'a vu, de renforcer l'assignation et l'exploitation des femmes racisées dans le travail reproductif.

Pour résumer, ce qui se joue dans la montée du fémo-nationalisme, c'est une alliance entre une partie du féminisme et le gouvernement sur l'utilisation du féminisme à des fins racistes, impérialistes et islamophobes. Cela ne doit pas discréditer le féminisme en soi, mais *une* stratégie féministe en particulier.

Le discrédit d'une stratégie précise ne suffit pas à invalider le mouvement féministe tout entier. Par contre, cet écueil permet de définir des tâches pour notre féminisme. D'une part, celui-ci se doit de reprendre l'héritage des afro-féministes, de l'antiracisme politique, des luttes d'indépendance et anti-impérialistes pour affiner l'articulation du féminisme et de l'antiracisme, pour promouvoir cet héritage et le visibiliser. D'autre part, il doit se démarquer nettement du féminisme d'État et du féminisme institutionnel. Cela veut également dire pousser, dans la mesure du possible, une partie du féminisme institutionnel à rompre avec le féminisme d'État ou le fémo-nationalisme (parfois en dialoguant avec des parties du féminisme institutionnel). Enfin, il faut œuvrer au rapprochement des mouvements féministes et antiracistes : participer aux luttes importantes du mouvement antiraciste en y défendant notre stratégie révolutionnaire (par

exemple, la Marche des solidarités, la lutte contre les violences et les crimes policiers, la lutte des sans-papiers, etc.), élaborer des revendications et des mots d'ordre qui mêlent les enjeux féministes et antiracistes.

La question de la convergence des luttes est trop souvent mal comprise par l'extrême-gauche : il s'agit de faire en sorte que tous les secteurs et mouvements éventuellement autonomes du mouvement ouvrier convergent vers le mouvement ouvrier. Mais une telle convergence ne peut être à sens unique : pour qu'elle ait lieu, de toute manière, il faut d'abord que le mouvement ouvrier soit en mesure de prendre en charge les revendications extérieures à lui-même, et cela ne sera possible que par un travail de longue haleine. De plus, cela implique qu'il les défende dès maintenant au côté de ses revendications traditionnelles. Cela nécessite que le mouvement ouvrier devienne progressivement le mouvement ouvrier féministe, LGBTI+, anti-raciste. Il est donc tout à la fois décisif de développer une ligne lutte de classe, c'est-à-dire en lien avec la lutte des classes, dans les mouvements féministes, LGBTI+, antiracistes, etc., et d'intervenir dans le mouvement ouvrier de façon féministe, LGBTI+, antiraciste, etc., pour y développer une conscience, des mots d'ordre et des revendications portant directement sur ces questions. Et c'est ainsi qu'à terme on pourra espérer réunifier en un seul et même mouvement ces luttes séparées (ce qui ne veut pas dire gommer leurs spécificités). À ce titre, l'expérience tentée avec le Collectif Féministes révolutionnaires (CFR), créé en région parisienne en septembre 2016, est intéressante.

Le CFR est un collectif qui s'est développé sur des bases marxistes au sein du mouvement féministe, en conservant les acquis (notamment la nécessité de penser les oppressions ensemble, l'inclusivité et la politisation des expériences personnelles). Le collectif ne reprenait pas l'ensemble des délimitations de certains partis ou tendances politiques, mais était d'accord, à partir d'une expérience concrète dans le mouvement social – celle du mouvement contre la loi El Khomri – sur un certain nombre de délimitations : une stratégie révolutionnaire, une centralité du travail productif et reproductif, qui impliquait de faire un collectif qui marche sur deux jambes – avec des étudiant-e-s et des travailleur-se-s –, son autonomie face aux institutions, au gouvernement et à l'État, une lecture matérialiste et structurelle du système des dominations, un lien organique entre féminisme, luttes LGBTI+ et antiracistes. Le CFR a voulu réparer la rupture entre le mouvement ouvrier traditionnel et le mouvement féministe, notamment en défendant une implication égale dans les deux mouvements. Il s'agissait de garder le meilleur du mouvement ouvrier, en réinvestissant son élaboration stratégique, mais aussi en posant systématiquement la question de la classe et du travail. Dans le même temps, il s'agissait de le lier aux oppressions. Le CFR est intervenu dans les mouvements sociaux, notamment dans la jeunesse, et les mouvements antiracistes, notamment contre les crimes policiers et la répression. À l'occasion de la mobilisation contre la casse du rail en 2018, il a soutenu les cheminot-e-s en grève, en l'occurrence, au technicentre du Landy à Saint-Denis, en allant régulièrement sur les

piquets de grève et aux assemblées générales du Landy, ainsi qu'en participant aux assemblées générales à Gare du Nord, aux actions cheminotes, aux manifestations, ou aux barbecues et aux fêtes de soutien. En retour, sur le modèle du film *Pride*, qui montrait la convergence entre le groupe de lesbiennes et de gays LGSM (Lesbians and Gays Support the Miners) et les grévistes mineurs sous Thatcher en 1984 et 1985, un cortège CFR et cheminot-e-s du Landy a été organisé pour la Marche des Fiertés de 2018 à Paris. De la même façon en 2019, certain-e-s de ses membres sont intervenu-e-s dans le mouvement des Gilets jaunes, en particulier en s'investissant dans un groupe Femmes Gilets jaunes de région parisienne. Enfin, le CFR a défendu la nécessité de reconstruire un mouvement féministe d'ampleur et de masse, point d'appui pour tout gain de nouveaux acquis sociaux et embryon possible d'un mouvement plus large de renversement des structures de la société. Cela supposait d'abord de sortir d'une logique de radicalité pour la radicalité et de partir du niveau de conscience des femmes et minorités de genre pour les entraîner plus loin. Cela supposait aussi de chercher à sortir le milieu féministe de son état de division, notamment en proposant des échéances féministes unitaires, sans pour autant renoncer à défendre une orientation propre, et sans jamais s'y dissoudre. Cela voulait dire à la fois intervenir dans le CNDF, dans Nous toutes et auprès de groupes féministes radicaux, en conservant toujours son positionnement politique propre. Cela passait également par l'intervention dans des mobilisations féministes embryonnaires, pas forcément très claires sur leur

positionnement politique, pour défendre à la fois un élargissement nécessaire et une ligne féministe révolutionnaire. Cela a été le cas pour les *Women's Marches*, cela a été le cas également dans les assemblées générales #MeToo consécutives à l'affaire Weinstein. Si je suis revenue sur cette expérience, c'est surtout pour montrer concrètement comment la politique que j'ai définie peut être appliquée. Même à petite échelle, c'est un jalon pour l'avenir.

Si la stratégie est le fruit d'un bilan des expériences historiques, d'une analyse de la situation et d'une élaboration théorique, elle est aussi une réponse : elle doit proposer une perspective d'action pour mettre fin à la domination. Il ne peut y avoir de libération de l'oppression des femmes et des minorités de genre sans une rupture totale avec la société dans laquelle nous vivons, c'est-à-dire sans révolution. Nous avons vu que la domination des femmes et des minorités de genre a certes une dimension symbolique mais qu'elle possède aussi une base économique, résidant dans une certaine organisation de la production et de la reproduction de la force de travail, et par là de la société. Pour renverser cette organisation, c'est tout le système capitaliste qu'il faut renverser. Les capitalistes représentent toujours la révolution comme un horizon dépassé, anachronique ou illusoire. Or la révolution n'est pas morte. Elle éclate même sans cesse sous nos yeux : qu'on pense aux révolutions des pays arabes depuis 2010, en Tunisie, en Égypte et, plus récemment, en Algérie ou au Soudan. En France, le mouvement des Gilets jaunes s'affronte directement au gouvernement et à l'État et pense un nécessaire changement de société.

Comment faire? S'il n'y a pas de recette toute prête, nous pouvons avoir une boussole avec laquelle nous diriger. Il nous faut apprendre de l'histoire de nos luttes, ouvrières, féministes, antiracistes, comme il nous faut prendre soin de nos héritages, tant théoriques qu'organisationnels. Nous devons repartir du centre du système capitaliste et patriarcal, des lieux de travail au sens large – l'usine et le foyer, pour le dire vite –, pour défendre une totalisation des luttes du travail productif et reproductif. Si la théorie unitaire n'est pas un vain mot, notre stratégie doit également être unitaire. La particularité de la quatrième vague est précisément de répondre à ce besoin : tout en pensant le sujet révolutionnaire dans sa complexité, au croisement de la classe, du genre et de la race, elle réaffirme l'unité de ce sujet en faisant du travail le cœur de son oppression. La grève générale du travail productif et reproductif, puis la prise de pouvoir par l'ensemble des opprimé-e-s et des exploité-e-s nous permettront de renverser l'ancienne société pour en bâtir une nouvelle.

« La révolution sera féministe ou ne sera pas ». Ce mot d'ordre signifie que si nous voulons faire la révolution, nous devons la faire avec la moitié de l'humanité, les femmes et les minorités de genre, mais aussi que la révolution nécessitera de repenser et de réorganiser les rapports de reproduction autant que les rapports de production. L'émancipation des femmes et des minorités de genre est impossible sans révolution ; et la révolution est impossible si elle n'est pas féministe. Les destins de la révolution et du féminisme sont inextricablement liés.